

J'en trouve la preuve la plus déconcertante dans la jeunesse du monde. L'irrévérence, l'indépendance, même l'intolérance, voilà le partage naturel de la jeunesse. Le constatons-nous? Nous ne le constatons pas. Je suis d'avis que nous constatons que l'indifférence, la dépendance et la docilité occupent une place considérable dans l'esprit de nos jeunes gens. On a appelé ma génération la génération perdue. Nous sommes ceux qui ont vécu leur jeunesse aux temps de la guerre. La chose fut tragique, mais une autre plus tragique encore menace une autre génération que nous pouvons peut-être appeler la légion des condamnés. Condamnés à quoi et pour quoi? Je ne dis pas, certes, qu'ils sont condamnés au point de vue moral, au point de vue spirituel ou qu'ils le seront dans l'autre monde mais je suis bien d'avis qu'il faudra faire des efforts surhumains pour les sauver, au point de vue économique, du moins d'une situation dont ils ne sont pas responsables. Ces jeunes constituent une génération dans l'esclavage économique. Leur liberté politique est aussi menacée, à mon avis. Ils nous demandent ce qu'il y a à faire. Pour ma part, je leur réponds,—sincèrement, comme on doit le faire à la jeunesse,—que pour ce qui est de ce marasme économique qui nous harcèle de plus près, je ne sache pas que l'on puisse faire quoi que ce soit que les jeunes ne peuvent faire eux-mêmes pour leur propre compte. Je crois tout de même qu'à nous, membres de la Chambre, incombe le devoir de sauvegarder pour eux particulièrement les libertés politiques que, dans un moment de désespoir, ils pourraient être tentés d'abandonner. Je ne suis pas révolutionnaire. Il fut peut-être un temps où je le fus, mais aujourd'hui je serais prêt à construire avant de consentir à démolir. Je suis d'avis que nous n'avons pas épuisé tous les moyens de travail et je ne puis que louer la politique à long terme de la présente administration, mais je dis aussi qu'une génération qui se perd ne peut pas attendre.

Nous n'avons pas examiné d'une manière suffisante, à mon avis, la possibilité de faire porter à l'industrie son propre fardeau. Il est absurde de dire qu'elle n'en peut supporter davantage. Elle supporte ce fardeau et elle l'accroît à cause des systèmes ruineux de l'exploitation de la main-d'œuvre qui, je le dis à regret, sont aujourd'hui bien communs dans notre pays. L'industrie supporte ce fardeau et elle l'accroît. La mise en commun de la main-d'œuvre existe de fait dans notre pays. Cette pratique devient de plus en plus fréquente par le temps qui court. Et ce mal particulier se propage inaperçu sous le manteau du chômage saisonnier.

Que nous faut-il? Que voulons-nous obtenir pour la jeunesse, pour l'humanité? Adop-

[M. Much.]

tons-nous le concept matérialiste de Huey Long d'un radio et d'un garage à deux places pour chaque maison, ou bien cherchons-nous à atteindre à une certaine compétence, à une certaine promesse de sécurité pour la main-d'œuvre, et à un monde pacifique où hommes et femmes pourront suivre leur destinée et où la récompense sera proportionnée à l'effort? Lorsque l'on accuse ce ministère, ou tout autre Gouvernement, de ne rien faire, presque toujours ceux qui critiquent le plus sont ceux qui se plaignent que les dirigeants ne font rien pour les critiques et les intérêts qui leur sont si chers. Le grand nombre de ceux qui contribuent à saper les bases de notre système démocratique agissent avec égoïsme, sans tenir compte de ce que cela coûte. La plupart parmi eux, jeunes ou vieux, déclarent les Gouvernements, censurent les hommes politiques ou maudissent le système, jettent les hauts cris parce que, d'une façon ou de l'autre, ils comptent vivre aux dépens des contribuables et n'y parviennent pas. N'est-il pas temps que les Canadiens envisagent cette attitude? Pourquoi les Gouvernements feraient-ils quoi que ce soit pour les particuliers? Quelle est la fonction d'un ministère. Quels sont les droits de la jeunesse, droits dont on a si souvent et si bruyamment parlé? N'est-ce pas le devoir et le principal droit de la jeunesse que le Gouvernement cherche à donner à tous les jeunes gens la chance d'exercer leurs talents dans les limites d'occasions possibles? Parce que trop de jeunes gens désirent être médecins, le Gouvernement doit-il empoisonner les citoyens pour leur fournir des clients? Si trop de gens veulent être architectes, devons-nous construire sans cesse des édifices publics pour les employer?

Nous sommes en présence d'un problème de la jeunesse dans l'Ouest. Le problème de la jeunesse n'est pas nouveau ailleurs, mais il l'est dans l'Ouest. Il y a trois décades, c'est l'Est qui devait le résoudre, et il a réussi facilement parce que les frontières de l'Ouest étaient ouvertes aux deuxièmes, troisièmes et quatrièmes fils des cultivateurs des rangs, leur procurant un avantage qui n'existe plus dans ce pays maintenant. Ce sont les jeunes gens, plus que les dollars de l'Est, qui ont édifié l'Ouest du Canada, et la jeunesse de l'Ouest, également, a été absorbée rapidement dans une économie de plus en plus grande. Aujourd'hui il n'y a pas d'autre frontière que celle du nord. Il est vrai que les limites de l'expansion septentrionale n'ont pas été atteintes, loin de là, mais cette expansion n'intéresse guère un grand nombre de citoyens de notre génération à qui l'on a eu l'habitude de dire: "Demandez et vous recevrez." Je ne les blâme pas. Vous ne pouvez pas les